

La Lettre des Directeurs de CIO



Association Nationale des Directeurs de Centres d'Information et d'Orientation CIO - 5, rue Sarraill 25000 BESANÇON

☎ 03 81 61 53 03 Fax 03 81 82 23 77 e-mail: adcio@wanadoo.fr

OCTOBRE 2001

N°2

SOMMAIRE

* **Editorial**

* **Notre activité en 2000/2001**

* **Nouvelles des associations académiques**

- Aix-Marseille

* **Points de vue**

- sur l'Orientation

- sur le corps unique des Psychologues

* **Elections du CA.**

EDITORIAL

UNE PETITION ! POURQUOI ?

Malgré tous les efforts déployés par les différentes organisations syndicales et associatives, nous avons beaucoup de mal - notamment avec l'actuel cabinet - à faire tomber les stéréotypes négatifs que l'administration centrale nourrit à notre égard. La circulaire relative aux bassins, parue avant les vacances, en est l'illustration. Il faut que le ministère soit conscient de l'importance que la plupart des directeurs attachent à une véritable reconnaissance de notre fonction. Pour cela, nous devons "passer à la vitesse supérieure" et démontrer la mobilisation des Directeurs de CIO.

Pourquoi mettre l'accent sur notre rôle dans les bassins d'éducation ?

Nous ne faisons qu'évoquer nos "activités traditionnelles" (pédagogiques, administratives, de gestion...) qui sont bien sûr également importantes, pour mieux mettre en relief notre activité dans les bassins d'éducation. C'est en effet à ce niveau que se situent actuellement les enjeux qui conditionnent le reste de notre activité. C'est là que se joue largement le sort de nos CIO qui, s'ils ne s'intègrent pas comme acteurs à part entière dans l'appareil éducatif local, risquent d'en devenir de simples exécutants.

Or, le plus souvent, le rôle des directeurs de CIO à ce niveau n'est nullement contesté, au contraire, par nos pairs (les chefs d'établissement) et nos partenaires du terrain. Pourtant, l'administration met, dans la plupart des cas, une mauvaise volonté manifeste à nous accorder sa part de la "double légitimité" qui, aux termes de la circulaire de juin, nous serait nécessaire. Nous savons - y compris par des recteurs - que les pressions dans ce sens viennent d'en haut. Des pétitions (*) nombreuses augmenteront les chances de faire évoluer cette position injuste.

Nous comptons sur vous.

André LARTIGAU

Président de l'ANDCIO

(*) Plus de 200 collègues ont déjà signé la pétition. Si vous ne l'avez pas reçue...
Faites-le nous savoir.

Directeur de la Publication : André LARTIGAU
Rédacteur en Chef : Gérard VALLAT ☎ 04 50 38 15 23
Comité de Rédaction : Conseil d'Administration de l'ANDCIO

L'ANDCIO une association pour tous les Directeurs

Visitez son site internet
<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

NOTRE ACTIVITE EN 2000/2001

Deux axes de travail ont été privilégiés : les audiences, les actions et la concertation d'une part, et la communication et le développement de nos moyens de diffusion de l'information.

AUDIENCES, ACTIONS, ET CONCERTATION

AUDIENCES

Le 12 Octobre auprès du Recteur CHAPUISAT, *Directeur de l'ONISEP et chargé par le Ministre d'une mission sur l'orientation*.

A l'occasion de cette seconde rencontre, le Recteur CHAPUISAT nous a confirmé la poursuite de sa mission. Nous lui avons rappelé les positions de l'association et avons évoqué la mise au point effectuée après du SNPDEN.

Le 09 Novembre auprès de Monsieur BRAUNSTEIN, *Conseiller du Premier Ministre*.

Cette reprise de contact avec un interlocuteur déjà rencontré lors de ses anciennes affectations au Ministère de l'Education Nationale, nous a permis d'évoquer les divers problèmes liés à la question des retraites ainsi que les problèmes généraux de la profession : statuts des personnels, des CIO, missions, financement des centres.

Notre interlocuteur nous a interrogés sur la baisse de l'orientation vers l'enseignement professionnel et technologique.

Le 07 Février auprès de Monsieur DE GAUDEMAR et de Madame FADDA.

Cette rencontre avec le *Directeur de la DESCO et la responsable de la Mission Information Orientation du Ministère* nous a permis de poser le problème des missions et du statut des CIO. Monsieur DE GAUDEMAR nous a fait part du projet d'institution d'un groupe de travail destiné à traiter des questions de personnel.

Il nous a exposé sa vision de l'évolution des missions «Un Conseiller d'Orientation conseiller technique du chef d'établissement, le centre de gravité des activités du CIO redéployé vers les établissements». Monsieur DE GAUDEMAR a semblé, par ailleurs, intéressé par nos projets d'organisation administrative des CIO.

ACTIONS

- Intervention en faveur du Centre de Formation des COP stagiaires d'Aix-en-Provence : Suite aux difficultés administratives rencontrées par ce Centre à la rentrée de septembre 2000, l'ANDCIO a contribué à l'organisation d'un « groupe de suivi » avec le SNES, le SGEN/CFDT, l'ACOP.France, la coordination des stagiaires. Après mobilisation de la profession et interventions auprès du Recteur et du Ministère, des résultats significatifs ont été obtenus :

- Création par le Ministère d'un poste de PRCE pour assurer la direction des études au 01 janvier 2001.

- Transformation d'un poste d'assistant en poste de maître de conférence à profil «psychologie de l'orientation».

Le CRECOP d'Aix-en-Provence pourra désormais fonctionner plus sereinement.

- Mobilisation à propos du texte de l'ACOP.France sur le service de Psychologie commun pour les Psychologues Scolaires et les Conseillers d'Orientation-Psychologues.

Après que certains membres de l'ANDCIO se sont émus de la forme et du fond des propositions de l'ACOP.France et des cinq autres organisations participant au « groupe des 6 », et ont écrit à la Présidente de l'ACOP, l'ANDCIO a rédigé un texte pour prendre position sur cette question. (Cf. la lettre des Directeurs n°1) Ce texte a donné lieu à débat au sein du CA de l'ACOP.France et a permis d'ouvrir la discussion au niveau national. On pourra lire à ce propos le texte de Denis PETRUZZELLA paru en regard de celui de B LESPES dans la «lettre aux adhérents» de l'ACOP n° 24 d'avril 2001.

Il semble que la réaction de l'ANDCIO ait eu des échos favorables bien au-delà de nos adhérents.

- Préparation d'une pétition:

Considérant que la stratégie d'explication de nos positions au Ministère ne suffit pas à faire avancer les dossiers qui nous concernent, le Conseil d'Administration de l'ANDCIO, à partir d'un travail de Serge BONACUCINA a rédigé un projet de pétition qui sera soumis à l'Assemblée Générale.

- Prise en compte des deux années de cotisationretraite :

On ne peut pas clore ce chapitre sans évoquer l'importante victoire

que constitue la prise en compte par le Ministère des deux années de cotisation des titulaires du CAFCO 1 dans le calcul des droits à pension. Si ce succès est le fruit de démarches concertées entre l'ensemble des organisations de la profession, relayées par les personnels concernés, l'ANDCIO a pris toute sa place dans cette lutte qui était loin d'être gagnée d'avance. La lecture de nos archives l'atteste sans contestation possible.

CONCERTATION

-Groupe de concertation inter-organisations

A notre demande, ce groupe composé de représentants de l'ACOP.France, du SGEN/CFDT, du SNIEN, de l'Amicale des CSAIO, du SNES et de l'ANDCIO s'est réuni à l'INETOP le 04 mai 2001. (il convient de rappeler ici notre stratégie « D'ETATS GÉNÉRAUX DE L'ORIENTATION » initiée lors de l'animation d'un atelier AND aux Journées d'Etudes du MANS en septembre 1998)

Après avoir échangé des informations et confirmé le succès de la lutte pour obtenir la prise en compte des deux années de cotisation pour la retraite, le principe de l'élaboration d'un cahier de revendications commun a été retenu. Il s'agit d'une validation significative de notre stratégie de concertation en cette période décisive, au moment où vont s'ouvrir des négociations dans le «groupe de travail» initié par le Ministre.

- SNPDEN

Pour être exhaustif nous évoquerons l'impossibilité d'obtenir jusqu'à présent une rencontre avec les responsables nationaux du SNPDEN et ce, malgré nos demandes répétées.

Il serait pourtant intéressant pour les deux parties de faire le point et d'éclaircir certains malentendus fort préjudiciables à la compréhension de nos propositions.

COMMUNICATION ET DIFFUSION DES INFORMATIONS

- Le site «Internet» de l'associations'est étoffé et donne, de façon conviviale, accès aux principales informations, comptes-rendus et textes de l'ANDCIO. Il reste à convaincre nos adhérents d'en utiliser la dimension « forum », pour faire part de leurs actualités locales, de leurs débats, critiques, encouragements.

Nous remercions notre collègue retraité Gérard CHEVALIER pour la qualité et la constance de son travail de « web-maître ».

- La lettre des Directeurs

Grâce notamment au travail de notre collègue Gérard VALLAT, nous avons pu éditer et transmettre à l'ensemble des Directeurs de CIO la première «Lettre des Directeurs de CIO». Les suivantes seront réservées aux adhérents. La contribution de tous serait la bienvenue. Le comité de lecture, avec à sa tête Gérard VALLAT est prêt à lire vos articles.

- Information des nouveaux directeurs de CIO.

Comme chaque année, nos collègues Freddy HOFFSESS et Charles COUSSEAU sont intervenus auprès des directeurs en formation à l'ESPEMEN de Poitiers. L'accueil qui leur a été réservé cette année par nos nouveaux collègues est tout à fait encourageant.

- Amélioration de la présentation de nos propositions.

Un travail visant à améliorer la perception de nos positions est en cours de réalisation, sous la responsabilité de notre collègue Michel CONIL. Il s'agit de partir des questions que se posent les adhérents et les non-adhérents sur les positions de l'ANDCIO, et d'y répondre, en utilisant les textes déjà validés ou en élaborant de nouveaux. Une fois terminé, ce travail sera intégré dans le site Internet de l'association.

-Mise en place d'un répertoire des adresses électroniques des CIO.

André LARTIGAU a accompli ce «travail de romain» qui a été diffusé aux membres du C.A. Il subsiste un nombre très limité d'erreurs qui seront corrigées pour la rentrée. Un annuaire comportant les adresses, n° de téléphone et de fax sera également diffusé.

Lire la suite page 3

NOTRE ACTIVITE EN 2000/2001

suite de la page 2

Décentralisation et budget des CIO.

Dominique LAGAÚDE a été chargé de prendre contact avec les collectivités territoriales de son secteur, notamment la Conseil Régional, afin d'approfondir la question de l'éventualité d'une délégation du financement des CIO aux Conseils Régionaux. Cette concertation nous a permis de recueillir des avis pertinents sur ce sujet complexe et donc d'étoffer notre réflexion en vue d'élaborer une position de l'association sur l'évolution du financement des CIO.



Si l'exercice écoulé a été riche et porteur d'espoir, celui qui vient sera déterminant : pour l'ensemble de la profession, on peut espérer qu'enfin les choses bougent. Pour l'ANDCIO il s'agira de renouveler le Conseil d'Administration. Nous lancerons donc très prochainement un *appel à candidature*. Le nouveau Conseil d'Administration devra représenter au mieux toute la richesse et la diversité de nos adhérentes et adhérents et les membres actuels souhaitent vivement que nos collègues femmes, notamment, s'y impliquent. Se présenter au Conseil d'Administration, c'est faire vivre la démocratie dans l'association !

André LARTIGAU, Directeur du CIO de Besançon

Académie Aix- Marseille

Les CIO : ils sont vraiment incontournables

Vous ne le saviez peut-être pas et pourtant

Même si depuis les textes de 1987 les jeunes désirant effectuer un apprentissage n'ont plus obligation de se rendre dans un CIO pour y retirer un avis circonstancié d'orientation, le code du travail dans ses articles **R117-19 et R117-20** considère toujours notre noble institution comme indispensable.

En effet, ces deux articles postulent que : « l'aptitude d'un apprenti à exercer le métier qu'il a commencé à apprendre peut faire l'objet d'une vérification.....qui prend la forme d'un examen individuel effectué, soit par un CIO, soit..... »
« cette vérification peut aussi être ordonnée par le juge saisi d'une demande de résiliation... »

C'est la tache qui a été demandée au CIO d'AIX-en-PROVENCE et à son humble Directeur dans une affaire aujourd'hui **pendante** (ça ne s'invente pas), près la cour d'appel d'AIX et opposant un employeur et son apprentie. Cette opération a été menée tambour battant (je me tiens à la disposition des collègues pour toute information complémentaire) et cela va sans dire, s'agissant d'un apprentissage au métier de coiffeuse, **sans couper les cheveux en quatre**.



DIRECTEURS, ADHÉREZ A L'AN.D.C.I.O. et soutenez son action pour obtenir :

- un statut pour les CIO
- un statut pour les Directeurs
- un statut pour les COP

Cotisation annuelle de 200 Francs ou 30 Euros à adresser à :

Monsieur Adrien BERNARD, Trésorier del' A.N.D.C.I.O.
S.A.I.O. 31, rue de l'Université 34064 MONTPELLIER CEDEX

POINT DE VUE SUR L'ORIENTATION

Rien ne bouge, pourquoi? Débloquer la situation, comment?

Malgré de multiples interventions, l'ANDCIO ne réussit à mobiliser ni l'attention ni l'intérêt du ministère sur le contenu de ses propositions, même si elle observe parfois des attitudes positives chez ses interlocuteurs.

Pourquoi une telle situation ? Comment y remédier ?

Après un essai d'analyse (plusieurs raisons seront avancées), je ferai quelques suggestions en matière d'action et de stratégie.

D'abord, les raisons liées à nos interlocuteurs que je classerai, pour simplifier, en deux catégories:

-Ceux qui nous découvrent, lors du premier contact. Ils avouent tout ignorer des questions de l'orientation. Mais, soucieux d'élargir leur éventail de connaissances, ils sont prêts à s'informer, manifestent même un certain intérêt aux propos qu'ils écoutent attentivement. "Vous avez raison, disent-ils, ces textes sont tout à fait obsolètes. Il suffirait d'une volonté politique pour ...Nous allons faire une note à M. le Ministre." Un espoir naît... qui s'évanouit, (hélas rapidement !) avec le changement périodique des membres du cabinet. Il faudra repartir de zéro avec les prochains locataires.

-Ceux qui, croyant nous connaître, pensent pour nous et nous proposent un projet bien "ficelé" à cent lieues du nôtre ! Le débat, alors, tourne court, faute d'ouverture possible.

Ensuite, les raisons liées à notre image chez certains responsables. Quelle représentation se font-ils de la profession? Leur propre discours en donnera un aperçu surprenant:

"Savez-vous que vous êtes incontrôlables? On peut même dire qu'un certain nombre d'entre vous exercent leur métier en "libéral". Ils ne veulent rendre de comptes à personne, se protégeant derrière leur éthique de psychologue. D'ailleurs le P de psychologue est une catastrophe pour la profession. Vous en rendez-vous compte ? Et les horaires de travail ! Quel temps vous reste-t-il déduction faite des réunions de centre, des préparations d'interventions collectives, de la lecture des textes officiels et de la documentation ? Et vous passez si peu de temps dans les établissements scolaires que le chef d'établissement se plaint parfois de ne pas vous connaître..."

Cette perception de la profession, grossièrement déformée, certes, mais bien réelle dans la tête de quelques-uns de nos interlocuteurs, les convainc, s'il en était besoin, de l'urgente nécessité de ne rien faire, persuadés sont-ils de l'imminence de sa disparition sous le poids de ses divisions, de ses contradictions et de ses préoccupations catégorielles.

Et quand, exceptionnellement, l'un ou l'autre de ces décideurs paraît disposé à traiter objectivement ces questions, il doit vite ranger sa copie pour se consacrer à des problèmes bien plus importants que ceux d'un corps de ...vous avez dit combien?... 5000 fonctionnaires.

Compte tenu de la désinvolture des Pouvoirs Publics à notre égard et de notre difficulté à modifier le cours des choses, notamment l'image négative de la profession, nous sommes devant l'alternative suivante:

Ou bien chacun reste sur ses positions et la guerre de tranchées peut durer encore dix ans, ou bien nous décidons d'innover dans notre façon d'aborder et de présenter la problématique de l'Orientation. Que pourrions nous faire ?

Comme il s'agit, me semble-t-il, de montrer le rôle irremplaçable des CIO et de ses personnels au sein du système éducatif, la profession tout entière (COP, DCIO, IENIO, CSAIO) devrait y parvenir en organisant des "Etats généraux de l'Orientation" sous forme d'un grand colloque où seraient invitées toutes les parties concernées (membres de l'EN, parents d'élèves, élèves, élus, responsables économiques, etc.) et des personnalités de renom qui se sont déjà exprimées sur ces questions.

Ce serait une grande opération médiatique qui ne pourrait laisser personne indifférent, y compris le ministère. Pour la réussir, il est nécessaire de fédérer les énergies de tous les personnels désireux de s'investir dans une manifestation d'ampleur qui pourrait bénéficier d'une priorité sur les prochaines journées d'études de l'ACOP-F. Pourquoi, en effet, ne pas l'organiser à la place de celles-ci, pour nous donner le temps et la disponibilité nécessaires ?

Lire la suite page 4

POINT DE VUE SUR L'ORIENTATION

suite de la page 3

Mobiliser tous les collègues (qu'ils soient ou non déjà engagés dans les associations ou les syndicats) semble possible sur un thème fort et fédérateur comme celui-ci, par exemple: "Quel service d'orientation voulons-nous construire au bénéfice d'autrui ?" pour reprendre le questionnement de Jean Guichard dans la conférence de clôture du congrès AIOSP.PARIS 2001.

L'heure n'est plus aux querelles idéologiques, au repli sur soi ou aux défenses catégorielles. La profession doit faire rapidement la preuve de son unité (le pouvoir politique joue de nos divergences) et de sa capacité à élaborer des propositions d'organisation fonctionnelle de la profession en prenant appui sur les CIO qui, bien ancrés localement, seront en mesure de faire vivre un partenariat fructueux avec l'ensemble des acteurs de la vie scolaire, sociale, économique et politique.

Sans verser dans le catastrophisme, je ne donne pas cher de notre profession dans une vingtaine d'années, si nous ne reprenons pas l'initiative par une action d'envergure qui montrera tout à la fois que nous avons su analyser la situation et que nous pouvons proposer un projet ambitieux aussi bien dans sa forme que dans ses objectifs, tout en restant fidèles à nos valeurs et à notre spécificité.

Charles COUSSEAU, ex Directeur du CIO d'Angers

POINT DE VUE SUR LE CORPS UNIQUE DES PSYCHOLOGUES DE L'EDUCATION

A propos du communiqué du « groupe des 6 organisations », ACOPF, AFPS, SFP, SNES, SNP, SNUIPP, paru dans la « lettre du Monde de l'Education »

Notre collègue J.M. Châtelet, nous a informé, le 12/10/0, lors de notre rencontre inter-organisations, des résultats de l'audience que leur avait accordé M. J.P. Vilain, J.L. Brison membres du cabinet du Ministre, et Mme Courteix pour la DESCO. La « lettre du Monde de l'Education » du 15/10/01 reprend ces informations : *« pour la première fois le ministère accepte d'ouvrir des discussions sur l'éventualité de création, sous certaines conditions, et à terme, d'un corps unique réunissant les actuels psychologues scolaires et les COPsy. Celui-ci déboucherait sur un statut unique avec des missions différenciées selon les niveaux d'intervention.*

Pour la première fois le ministère s'est dit prêt à faire sauter l'obligation d'avoir été enseignant pour être psychologue dans le premier degré, et ouvre le dossier statutaire.

Pour la première fois le ministère est décidé à affirmer les missions et le positionnement de ses psychologues dans l'Education Nationale »

Des groupes de travail doivent être constitués avant le 15 novembre »

Face à cette situation nouvelle, notre réaction doit être claire et nuancée : le fait que nos collègues psychologues scolaires aient besoin d'obtenir un véritable statut, qui les conduise à s'émanciper d'un recrutement exclusivement réservé aux enseignants, paraît aller de soi, et ne devrait nous poser aucun problème de principe.

Le Ministère répugnant à multiplier les statuts, il peut sembler logique qu'il pense à réunir dans un « même corps » des personnels disposant de la qualification de psychologues.

Il nous faut garder à l'esprit que cela ne constitue pas une revendication particulière des conseillers d'orientation psychologues, qui disposent déjà de ce statut. La solidarité envers les psychologues scolaires ne doit pas nous faire perdre de vue nos propres problèmes : absence de véritable hors-classe pour les conseillers, absence de statut reconnaissant la professionnalité des directeurs, manque criant de personnels conseillers, documentalistes et administratifs, moyens financiers souvent insuffisants pour les CIO qui ne disposent pas d'un statut adapté...

Cet éventuel rapprochement des deux corps ne doit en aucun cas

permettre que soit substituée l'appellation générique de « psychologue de l'Education » à celle de « Conseiller d'Orientation Psychologue » vecteur d'identité forte, enracinée dans l'histoire de la profession et qui spécifie pour les usagers un cadre fonctionnel porteur de sens et d'ouverture sur le monde extérieur à l'école.

Il ne doit en aucun cas remettre en question l'existence des CIO auxquels l'immense majorité des personnels et des usagers est très attachée. Lieux ressources, lieux de réflexion, espaces de liberté dans le système éducatif, ils sont garant de l'indépendance des personnels, et de la qualité du travail accompli au bénéfice de leurs consultants.

Ce rapprochement, s'il se réalise, posera de véritables questions :

- par exemple, il conviendra, pendant une période transitoire probablement importante, de rapprocher les conceptions réciproques, les pratiques et la réflexion qui les sous-tend, les positionnements institutionnels.

- Autre exemple, l'éventuel statut commun entraînera-t-il l'organisation d'une formation initiale commune ? Si c'est le cas, qui en aura la responsabilité ? Les conditions de travail seront-elles harmonisées, et sur quelle base ?

Les questions sont nombreuses, les écueils redoutables, l'éventuelle mise en œuvre de ce projet excédant, sans nul doute, les échéances de ce ministère.

Nous devons demeurer vigilants, et veiller à ce que les perspectives d'amélioration de nos statuts, de nos missions, de nos moyens, pour lesquelles nous luttons depuis de nombreuses années, ne fassent pas les frais de compromis liés à un éventuel statut commun. En tout état de cause, il nous faut exiger d'être associés aux groupes de travail qui vont peut-être, enfin, se réunir à l'instigation du Ministère.

Denis Petruzzella, Directeur du CIO de Marseille IIIA

ELECTIONS DU C.A.

Les modalités et le calendrier ont été présentés aux participants de l'Assemblée Générale du 20/09/01 à Paris ; les candidatures sont sollicitées dans cette période où plusieurs membres du CA et ne se représenteront pas ; particulièrement il est demandé à nos collègues Directrices de se présenter à ces élections.

15-11-2001 Envoi à tous les adhérents 2000-2001 du texte *Spécial élections* pour appel à candidatures (et/ou sollicitation directe de collègues) ;

01-02-2002 Retour des candidatures (Nom, Prénom, âge, affectation, « profession de foi ») ;
DATE LIMITE pour être éligible : 01/02/02

25-02-2002 Envoi des bulletins et enveloppes avec les professions de foi et *vote par correspondance* ;

30-03-2002 Retour des votes au CIO 5 rue Sarraill
25000 - Besançon
DATE LIMITE pour être électeur : 30/03/02

24-04-2002 Dépouillement des votes à la même adresse et publication des résultats